

**Conseil économique et social**

Distr. générale
30 mars 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Cinquante-huitième réunion plénière**

Paris, 8-10 juin 2010

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Effets des crises mondiales sur les systèmes statistiques**L'effondrement des échanges, les lacunes en matière de données et les effets de la crise mondiale sur les statistiques officielles****Note de l'Organisation mondiale du commerce***Résumé*

Le commerce mondial de marchandises s'est effondré au cours du premier trimestre 2009 à un rythme sans précédent, mais variable selon les régions. La demande de biens durables des pays développés a fléchi alors que les cours du pétrole et des minerais étaient en chute libre. On a souvent dit que les perturbations en matière de financement des échanges et de chaînes logistiques internationales ont contribué à la forte contraction des flux commerciaux. Les services de transport et de voyage ont également connu une chute mais d'autres services commerciaux ont mieux résisté, affichant un recul relativement moins important au début (si on exclut toutefois les services financiers).

Ces événements ont surpris de nombreux économistes, alors que certains avaient mis en garde dès 2003 contre le fait que les déséquilibres au niveau mondial pouvaient entraîner un effondrement du système financier. Si la question de savoir pourquoi les économistes n'ont pas été en mesure de prévoir cette récession mondiale est ouverte au débat, pour les statisticiens il s'agit de savoir si on disposait de statistiques pertinentes.

I. Introduction

1. Le commerce mondial de marchandises s'est effondré au cours du premier trimestre 2009 à un rythme sans précédent, mais variable selon les régions. La demande de biens durables des pays développés a fléchi alors que les cours du pétrole et des minerais étaient en chute libre. On a souvent dit que les perturbations en matière de financement des échanges et de chaînes logistiques internationales ont contribué à la forte contraction des flux commerciaux. Les services de transport et de voyage ont également connu une chute mais d'autres services commerciaux ont mieux résisté, affichant un recul relativement moins important au début (si on explique toutefois les services financiers).

2. Ces événements ont surpris de nombreux économistes, alors que certains avaient mis en garde dès 2003 contre le fait que les déséquilibres au niveau mondial pouvaient entraîner un effondrement du système financier¹. Si la question de savoir pourquoi les économistes n'ont pas été en mesure de prévoir cette récession mondiale est ouverte au débat, pour les statisticiens il s'agit de savoir si on disposait de statistiques pertinentes, c'est-à-dire:

a) Les statistiques décrivent-elles comme il convient la réalité économique? Fournissent-elles des informations qui contribuent à suivre les évolutions les plus importantes de la situation économique, ou renvoient-elles pour l'essentiel à la situation économique nationale et internationale passée?

b) La crise a-t-elle révélé des insuffisances qui traduisent des faiblesses structurelles des systèmes statistiques?

c) S'il existe des insuffisances en matière d'information, comment y remédier? Devrait-on avoir recours à des sources non officielles?

d) Si toutefois les statistiques ont fourni les bons ensembles de données, ces données étaient-elles exprimées de telle façon qu'elles pouvaient être comprises²? En d'autres termes, faut-il passer de la statistique au savoir afin de permettre aux hommes politiques de prendre des décisions en meilleure connaissance de cause?

3. Ces questions seront examinées plus en détail dans le cadre de la surveillance permanente de l'évolution du commerce exercée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

A. Plus de détails: le besoin de données ventilées

1. Mise en œuvre des cadres statistiques

4. Les médias et les décideurs utilisent des expressions telles que chaînes de valeur mondiales, commerce vertical, commerce de biens intermédiaires, échange intra-entreprises ou coûts des échanges. Les économistes parlent de commerce de tâches et de la «nouvelle» nouvelle théorie économique³. Ceux qui étudient ces questions se tournent vers les statisticiens pour obtenir des informations sur l'impact des chaînes internationales

¹ Voir Toxische Wissenschaft? – Zur Verantwortung der Oekonomen für die gegenwärtige Krise, A. Heise, in Wirtschaftsdienst, Zeitschrift für Wirtschaftspolitik, décembre 2009, et The Dollar Crisis, R. Duncan, 2003.

² Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), Making data Meaningful, deuxième partie, p. 3.

³ Voir OMC «Rapport sur le commerce mondial 2008: le commerce à l'heure de la mondialisation».

d'approvisionnement sur les échanges commerciaux, le commerce de biens intermédiaires, la part du commerce intra-entreprises (pour lequel on ne dispose pour l'essentiel que de données empiriques), l'impact de la crise sur les zones industrielles d'exportation, etc. Des informations sur les flux commerciaux par mode de transport et régime de préférence sont également demandées en permanence. Étant donné que la crise n'a pas touché tous les secteurs également, elle a suscité une demande encore plus importante de données ventilées afin d'en identifier les répercussions au niveau de l'entreprise ou du produit.

5. Les statistiques du commerce mondial de marchandises sont basées sur le principe douanier du «franchissement de frontière» pour l'enregistrement des transactions internationales. Cela signifie que chaque franchissement de frontière, qu'il s'agisse d'un bien intermédiaire destiné à être transformé ou d'un produit fini destiné à la consommation finale, est considéré comme un flux commercial.

6. L'enregistrement des flux bruts ne se prête pas à l'analyse nécessaire pour répondre aux questions ci-dessus. Par exemple, il est très difficile d'estimer l'importance du commerce intra-entreprises au niveau mondial, et les diverses études sur la question ne font état que des données fragmentaires qui l'établissent à un tiers du commerce mondial total de marchandises. De plus, les flux commerciaux mesurés (ou, pour être plus exact, estimés) en termes de valeur ajoutée afin de pouvoir analyser quelle valeur est créée dans le pays et quel est le secteur qui contribue à la création de valeur doivent être reliés aux statistiques commerciales et aux tableaux d'entrées-sorties. Ces tableaux ne sont pas comparables entre les pays et ne fournissent pas d'information au niveau de l'entreprise.

7. Les conséquences de la révision du Manuel de la balance des paiements qui conduit désormais à y classer les biens destinés à être transformés avec les intrants détenus par d'autres (alors qu'ils étaient précédemment classés avec les services) sur l'étude de la valeur ajoutée ne sont pas encore pleinement connues. Si cette modification peut contribuer à mieux analyser la valeur ajoutée, elle risque cependant d'entraîner une perte d'informations dans certains pays, notamment s'agissant d'établir les tableaux d'entrées-sorties. L'option suggérée dans la présente note consiste à établir deux séries de tableaux, ou à continuer d'établir les tableaux des ressources et des emplois sur une base brute, et à harmoniser les statistiques économiques avec les conventions utilisées dans la balance des paiements ultérieurement, lors de l'établissement des comptes nationaux.

8. Pour ce qui concerne l'analyse des coûts liés aux échanges, il est essentiel d'établir une ventilation par mode de transport. De fait, le suivi des flux commerciaux en fonction de la tâche l'exige. Or, seul un petit nombre de pays fournissent ces informations de manière systématique dans leurs programmes habituels de diffusion. L'édition 2010 du Manuel des statistiques du commerce international de marchandises renforce encore certains besoins d'un point de vue conceptuel puisqu'il recommande d'enregistrer les biens envoyés/reçus pour transformation, de ventiler les flux d'échanges par mode de transport et d'enregistrer les échanges entre parties liées, mais il revient aux pays d'appliquer ces recommandations et de recueillir les informations.

9. Toutefois, de nombreux pays en développement ou en transition éprouvent encore des difficultés à appliquer pleinement le Système de comptabilité nationale (SCN) 1993, et ces nouvelles questions risquent de ne pas être prioritaires dans leurs programmes de collecte et de diffusion de données. La demande croissante de ce type d'information, exprimée par les utilisateurs pendant la crise, pourrait conduire à accroître les budgets destinés aux activités statistiques et à réorienter ces activités dans ce sens de façon à disposer de meilleures données pour l'analyse de ces questions.

B. Les données pertinentes doivent-elles être disponibles plus rapidement?

1. Données de haute fréquence

10. Pendant la crise, la demande de statistiques trimestrielles ou mensuelles, et comparables entre les pays, sur le commerce des biens et des services a très fortement augmenté. Elle concernait non seulement les exportations et les importations totales, mais aussi les échanges commerciaux ventilés par principal partenaire commercial et/ou produit pour l'analyse par régions et par secteurs. La demande concernait également des statistiques connexes, telles que la production industrielle ou les indices des prix à l'exportation et à l'importation. Or, il n'existait pas de base de données internationale librement accessible permettant d'y répondre.

11. En conséquence, les divers systèmes internationaux de statistiques ont mis en place des mécanismes de coordination visant à identifier les insuffisances et à analyser la disponibilité, la périodicité et l'actualité des statistiques de haute fréquence disponibles et se présentant sous des formes utiles pour l'analyse⁴. Les pressions politiques, par exemple du Groupe des 20, ont contribué à la mise en œuvre de ces initiatives⁵.

12. L'accessibilité devrait toutefois aller de pair avec une amélioration de la qualité. L'application intégrale par tous les pays des concepts et des définitions internationaux relatifs aux statistiques commerciales (y compris les révisions des classifications internationales) contribue à fournir des données non seulement plus fréquentes (mensuelles) mais également plus détaillées du point de vue de la ventilation des produits par origine et destination. Les informations sur le commerce en prix constants étaient et sont toujours plus difficiles à recueillir, or en période de crise il devient encore plus important d'établir une distinction entre mouvements des prix (taux de change) et évolution en volume.

13. S'agissant du commerce des services, on dispose de statistiques trimestrielles pour les grands pays, mais la plupart des pays en développement ne fournissent pas de telles statistiques. Cette absence est souvent compensée par l'utilisation d'indicateurs quantitatifs ou d'indicateurs de performance clefs pour évaluer l'évolution du marché, mais on ne dispose cependant pas d'une base de données à jour et comparables entre les pays⁶. Il arrive fréquemment que les informations utilisées proviennent de sources autres que les statistiques officielles, telles que les associations professionnelles (bâtiment, services professionnels, etc.).

14. Si une nouvelle base de données sur des statistiques à court terme, accessible sur le site Web de l'OMC⁷, qui suit les statistiques publiées mensuellement en ligne et recueille les données pertinentes a permis de répondre en partie à la demande de statistiques à haute fréquence sur le commerce de marchandises, la crise a révélé que les statistiques officielles sur les échanges, du fait que les flux ne permettaient pas d'atteindre le niveau de détail souhaité, les flux étant mesurés en valeur brute au niveau mondial.

⁴ The Statistics Newsletter, n° 46, octobre 2009.

⁵ Voir par exemple la base de données interinstitutions à l'adresse <http://www.principalglobalindicators.org>.

⁶ L'OMC a commencé à constituer une base de données, mais celle-ci ne couvre qu'environ 60 pays et pâtit du manque d'indicateurs à jour.

⁷ Voir OMC Ressources – statistiques commerciales et tarifaires http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/quarterly_world_exp_e.htm.

2. Statistiques sur la situation actuelle et prévisions: que va-t-il se passer?

15. La presse recherchait non seulement des indicateurs rétrogrades mais également des estimations concernant l'année en cours et des prévisions sur plusieurs années. Ces demandes ne concernaient pas simplement les années de crises, et étaient en augmentation. Les sources officielles fournissent des statistiques rétrogrades avec un décalage dans le temps, alors que les sources non officielles utilisent plus facilement des données provisoires et d'autres sources de données pour décrire les évolutions à court terme.

3. Financement du commerce: ce qui existait par le passé est à nouveau nécessaire

16. Jusqu'en 2003, les statistiques sur le financement du commerce (crédits commerciaux et crédits commerciaux assurés) étaient disponibles sur le site Web du Joint External Debt Hub, plate-forme conjointe du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de la Banque des règlements internationaux (BRI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les statistiques de la dette extérieure. Apparemment, à cette date, il a été mis fin au fonctionnement du site pour des raisons de rapport coût-qualité. À l'heure actuelle, la seule source disponible est l'Union de Berne qui regroupe des organismes de crédit à l'exportation et recueille auprès de ses 100 membres des données trimestrielles sur les crédits commerciaux assurés (qui représentent peut-être entre 5 et 10 % du total des crédits commerciaux). Ces données sont utilisées par la BRI dans sa base de données en ligne.

17. Les informations sur le financement du commerce sont indispensables pour analyser les contraintes qui pèsent sur le commerce international. Petit à petit, il n'y a plus eu de source globale et fiable d'information sur l'offre de crédits commerciaux, en dépit du rôle essentiel de ces crédits dans les échanges. La plupart des transactions en matière de crédit commercial à court terme sont désormais englouties dans le «trou noir» que constituent les prêts interbancaires à l'étranger. Il s'agit donc de pouvoir disposer à nouveau de données fiables sur le financement du commerce, tirées de la balance des paiements ou des données sur les flux bancaires à l'étranger fournies par la BRI.

18. Une très grande partie du commerce international repose sur une forme ou une autre de crédit, d'assurance ou de garantie étant donné que le commerce international s'accompagne de formes particulières de risque qui n'existent pas dans le commerce intérieur: risques de paiement⁸, risques relatifs à la valeur du paiement attendu en fonction d'éventuelles fluctuations des taux de change ou des cours des matières premières et risques liés au transport. Les exportateurs et les importateurs répugnent à supporter ce risque, traditionnellement assumé par les banques.

19. Les paiements liés au commerce international s'effectuaient historiquement au moyen d'un instrument relativement normalisé et sécurisé, la lettre de crédit. L'importateur, qui paiera l'exportateur au moment de la livraison (au plus tôt) demande à sa banque de garantir le paiement à la banque de l'exportateur contre remise d'un document spécifique ou d'une garantie. La banque de l'exportateur endosse alors la lettre de crédit afin d'en garantir le paiement. Elle peut alors accorder un prêt à l'exportateur, par exemple sous forme de fonds de roulement afin de produire les biens destinés à l'exportation. D'autres instruments, tels que les billets à ordre et les acceptations bancaires sont considérés comme des titres analogues impliquant une obligation de payer. Compte tenu du faible risque de défaut sur les opérations commerciales internationales, ces instruments sont négociés sur le marché secondaire et sont généralement très appréciés des investisseurs. D'après la

⁸ Risques de paiement, étant donné que le commerce international ne donne pratiquement jamais lieu à un paiement en espèces.

Bankers' Association on Trade and Finance (BAFT) et la Commission bancaire de la Chambre de commerce internationale (CCI), la plupart des crédits commerciaux, en particulier des lettres de crédit, sont à court terme, ce qui reflète les délais de livraison moyens qui sont compris entre un et trois mois.

20. Pendant dix ans, compte tenu du fait que la valeur ajoutée était répartie entre divers pays par le biais de chaînes logistiques internationales, les entreprises multinationales ont essayé de raccourcir le cycle de paiement et de crédit aux diverses étapes des processus d'importation et d'exportation de pièces détachées et de produits finis. Au lieu d'utiliser des crédits documentaires, qui supposent un contrôle approfondi de la documentation, elles ont demandé à leurs banques de traiter l'ensemble de leurs effets à payer et à encaisser tout au long de la chaîne de valeur, voire de les compenser. En d'autres termes, les banques acceptaient d'assumer le risque de paiement au nom de leurs clients en réescomptant automatiquement les effets à recevoir au moyen de la liquidité fournie à leurs clients. Compte tenu du volume important de liquidité disponible au plan international, le financement du commerce en «compte ouvert» s'est rapidement développé. D'après les résultats des enquêtes menées par la BAFT et la CCI au plus fort de la crise, les lettres de crédit et le financement par compte ouvert représentent environ des parts équivalentes des crédits commerciaux (garantis et non garantis), bien que ces enquêtes ne sont que qualitatives (elles ne comportent pas de chiffres précis).

21. Une grande partie du système international de notification de statistique repose sur l'hypothèse selon laquelle les crédits commerciaux sont soit des lettres de crédit soit des acceptations bancaires émises ou endossées par une banque (cinquième et sixième éditions du Manuel de la balance des paiements). Par conséquent, les données recueillies au plan international ne sont pas fiables puisqu'elles ne tiennent pas compte du financement en compte ouvert. De plus, les données communiquées par les banques concernant les lettres de crédit sont incomplètes, et sont probablement regroupées avec d'autres données concernant les prêts interbancaires (l'endossement d'une lettre de crédit par une banque est considéré comme tel).

22. Il existe également des crédits commerciaux à plus long terme (généralement deux à cinq ans, voire plus) qui concernent les biens d'équipement et les gros matériels (avions...). Ces crédits sont presque toujours garantis et assurés, soit par des sociétés privées (Lloyds, Swiss-re, American International Group (AIG)), soit par des organismes nationaux (Coface, Eximbank des États-Unis).

23. Une partie en augmentation mais encore faible des crédits à court terme sont assurés. Ce sont les assureurs privés susmentionnés qui fournissent cette assurance, au taux du marché (sans garantie publique).

24. Les statistiques sur les crédits commerciaux assurés sont recueillies par l'Union de Berne, qui regroupe les organismes privés ou publics de crédit à l'exportation. Les données concernant l'encours de ces crédits sont recueillies chaque trimestre et, d'après le secrétariat de l'Union de Berne, ces crédits ne représentent qu'une faible part du total des crédits commerciaux internationaux, pour la simple raison qu'ils s'accompagnent de coûts importants qui viennent s'ajouter aux commissions prélevées par les banques pour traiter les lettres de crédit ou les opérations sur compte ouvert. Les crédits commerciaux assurés représentent peut-être moins de 10 % du total du financement du commerce au niveau mondial.

25. Globalement, les statistiques actuelles sur le financement du commerce ne sont pas satisfaisantes et les données nécessaires pour analyser les tendances des marchés aussi bien à court terme qu'à long terme ont fait défaut ces dernières années. La collecte de statistiques sur les crédits commerciaux serait extrêmement utile pour l'analyse des politiques.

26. En 2008, l'OMC a constaté un très fort resserrement des crédits commerciaux. D'après les informations recueillies auprès de fournisseurs de ces crédits, les contraintes sur la liquidité ont réduit la capacité des grandes banques à financer les échanges, alors même que les marchés secondaires des instruments commerciaux augmentaient. Des problèmes similaires, bien qu'à moindre échelle, avaient déjà été observés lors de la crise asiatique. Les données de la balance des paiements ne peuvent être utilisées pour l'analyse car elles ne sont pas consolidées et leur couverture n'est pas suffisamment vaste. Pour combler ce déficit d'informations, le Fonds monétaire international et la Chambre de commerce internationale ont réalisé en 2008 des enquêtes mondiales, relativement coûteuses bien que partielles, qui ont conduit les autorités publiques à fournir à titre exceptionnel de très importantes liquidités.

27. Depuis 2005, la BRI fournit pour le Joint External Debt Hub, les données trimestrielles sur les assurances des crédits commerciaux compilées par l'Union de Berne. Au cours de la crise, l'OMC a analysé ces données mais a constaté qu'elles n'étaient pas suffisamment complètes pour permettre de déterminer avec précision le volume total des crédits commerciaux accordés par les banques. Le problème qui se pose est qu'en période de crise l'aversion des exportateurs pour le risque augmente et la part relative des crédits commerciaux assurés et non assurés évolue au profit des premiers, ce qui ne permet pas de déterminer l'ampleur éventuelle de la contraction de liquidités à partir des données communiquées par l'Union de Berne.

28. L'OMC a donc proposé de demander aux banques centrales de faire figurer dans les statistiques bancaires qu'elles communiquent à la BRI une rubrique «dont» relative aux crédits bancaires à court terme destinés à financer le commerce. Cette solution permettrait d'obtenir des informations de meilleure qualité et pour un coût beaucoup plus faible que des enquêtes spécifiques⁹.

29. Ces informations pourraient figurer soit dans les statistiques bancaires soit en fonction de la *résidence* soit dans les statistiques *consolidées*. Le coût pour la BRI serait similaire et relativement faible. D'après l'OMC, les principales banques internationales seraient disposées à fournir périodiquement ces données. Le fait de les faire figurer dans un système de communication périodique semblerait par ailleurs le plus efficace par rapport au coût pour les banques. Étant donné que les crédits commerciaux seront assortis d'un facteur de risque spécifique, cela devrait permettre de disposer de définitions et de systèmes internes précis sans coût additionnel. Le passage d'enquêtes ponctuelles en cas de crise à des communications périodiques permettrait par ailleurs de disposer de séries chronologiques de référence pour les enquêtes qualitatives et d'une base précise pour l'analyse.

a) Le choix de la *résidence* présenterait l'avantage de ventiler les données par monnaie. Les fluctuations à court terme dues aux mouvements de change pourraient être corrigées, et on pourrait suivre l'évolution des monnaies utilisées pour le financement du commerce.

b) Le choix de statistiques *consolidées* présenterait les avantages suivants:

i) On pourrait suivre les statistiques par groupe bancaire (par pays);

ii) Étant donné que les crédits bancaires à court terme sont déjà communiqués, un poste «dont» consacré aux crédits à court terme «liés au commerce», de même

⁹ Lors de la rédaction de la présente note, certaines indications montraient que de telles enquêtes sont à nouveau réalisées.

que les informations complémentaires sur les engagements en matière de crédits commerciaux, auraient naturellement leur place dans le système;

iii) Étant donné que les données sur le commerce et le crédit sont fournies en dollars des États-Unis, les fluctuations monétaires de courte durée se compenseraient. Par ailleurs, l'activité économique est également mesurée en dollars.

C. Statistiques officielles et sources non officielles de données

30. Les sources de données du secteur privé prennent une importance accrue en période de crise. En l'absence de données officielles et compte tenu des contraintes de temps, les utilisateurs (journalistes et hommes politiques) y font appel pour trouver des informations en temps réel. Comme pour certaines questions (financement du commerce) aucune information n'était disponible, les sources privées se sont mises à obtenir les données les plus récentes, que ce soit au moyen d'enquêtes ou en tirant parti de données nationales faciles à consulter (statistiques commerciales mensuelles par pays, par partenaire et par produit, par exemple). Ces dernières sont communiquées par les autorités publiques, mais les délais de traitement par les organisations internationales sont considérables, ou bien il n'existe pas de base de données globale. Les bases de données privées apportent une solution à ce problème dans la mesure où leur mode de fonctionnement leur permet d'avoir rapidement accès aux données puis de les traiter et de les diffuser contre paiement.

31. Par exemple, on peut trouver des données à jour sur les échanges, par origine et destination, dans des bases de données privées, ou des données sur les transports internationaux auprès de sources commerciales (autorités portuaires ou chambres de commerce). Il en est de même pour l'environnement des échanges.

32. Dans certains cas, les fournisseurs non officiels de données (chambres de commerce ou équivalents) sont la seule source d'information véritablement utile pour surveiller l'évolution de la situation économique internationale. Par exemple, les données sur le coût du fret sur certaines routes maritimes – indicateur extrêmement procyclique, fréquemment utilisé pour évaluer la vigueur du commerce international – ne sont disponibles qu'auprès de sources non officielles. De même, la plupart des indicateurs financiers clefs, à commencer par les indices boursiers, sont établis par des statisticiens non officiels.

33. Les bases de données privées recueillent également des données sur les mesures protectionnistes. Pour ce qui concerne le financement du commerce, les données recueillies par la CCI et la Bankers Association on Finance and Trade lors d'enquêtes ont contribué à établir des estimations. Plus récemment, la CCI a recueilli, en collaboration avec la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT), des informations sur les lettres de crédit; les données SWIFT sont cependant payantes. En d'autres termes, lorsqu'il s'agit de prendre rapidement des décisions, les sources de données non officielles ont comblé les vides laissés par les statistiques officielles¹⁰.

34. Au cours de la dernière crise, les organismes officiels de statistique ont pris un certain nombre d'initiatives visant à pallier les insuffisances de la statistique officielle. On peut citer comme exemple le Dispositif mondial d'alerte vulnérabilités et impacts (GIVAS) du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, destiné à faciliter la diffusion de données de haute fréquence provenant de divers organismes, l'objectif étant de

¹⁰ Pour une discussion plus détaillée de l'imputation des sources de données non officielles, voir Escaith H., *Use of non-official data in imputations/estimations made by international organizations*, Comité de coordination des activités de statistique, septembre 2009.

mettre l'accent sur les pays présentant un risque systémique (analyse de risque) de façon à pouvoir réagir rapidement.

D. Passer des statistiques au savoir

35. Parfois, le problème pour les décideurs n'est pas le manque de données mais l'abondance d'indicateurs apparemment corrélés qui ne permettent pas de distinguer clairement la tendance sous-jacente. Étant donné que les facteurs économiques sont de plus en plus complexes et devraient être abordés sous plusieurs angles, il est essentiel de transformer cette masse de données en savoir.

36. Les statistiques officielles doivent constituer un système robuste, en mesure de suivre les variations permanentes de l'environnement social et économique et d'en tirer des signaux pertinents et compréhensibles. C'est ce qui s'est passé après la grande crise des années 30, qui a donné naissance au Système de comptabilité nationale. Le fait de regrouper la production, la consommation, l'investissement et le commerce en un indicateur unique, à savoir le produit intérieur brut, a permis de donner aux décideurs un indicateur du cycle économique national facile à utiliser et à comprendre. Avec l'irruption de la mondialisation dans la vie quotidienne de la plupart des agents économiques, producteurs comme consommateurs, il est devenu nécessaire d'engager un effort similaire afin d'extraire des «signaux» des statistiques économiques internationales. La présente note n'a pas pour objet d'aborder un problème aussi complexe, mais quelques exemples peuvent être tirés du commerce international.

37. Les modèles d'entreprise actuels répartissent la production entre plusieurs pays. Par le biais des chaînes d'approvisionnement internationales, le commerce de tâches s'est progressivement substitué au commerce de biens, au moins en ce qui concerne les produits manufacturés. La mesure du contenu intérieur du commerce est devenue une priorité urgente afin de pouvoir comprendre avec précision les répercussions d'une révision de la politique commerciale nationale. Par ailleurs, les acteurs nationaux qui participent directement ou indirectement à ces chaînes mondiales d'approvisionnement ne présentent généralement pas les mêmes caractéristiques, que ce soit en termes de taille, de main-d'œuvre et de rémunération, que le reste de la population. Or, les statistiques économiques dont on dispose actuellement ne permettent pas d'identifier facilement toutes ces caractéristiques. Par exemple, une part importante de la valeur ajoutée des exportations de produits manufacturés des pays en développement provient en fait du secteur des services, que l'on considère généralement comme non marchand. Nous recommandons par conséquent de construire un «compte satellite» du secteur des exportations, similaire au «compte satellite du tourisme» afin de regrouper l'ensemble des informations en rapport avec l'activité commerciale internationale et les acteurs intérieurs.

38. Un autre exemple est le développement de messages ou «d'histoires» incorporés aux statistiques afin d'évaluer le développement des économies et d'appuyer l'analyse. La prise de décisions fondées sur des faits est indispensable, ainsi que l'a fait observer le Secrétaire général de l'OCDE, D. J. Johnston¹¹. Les méthodes actuelles de diffusion des statistiques reposent principalement sur des bases de données interactives ou des tableaux. S'il est certes utile de regrouper les données disponibles auprès de divers organismes internationaux dans une base de données unique, l'interprétation de ces données dans une langue facile à comprendre pour le non-spécialiste est fondamentale. Compte tenu des progrès de la technologie, les producteurs de statistiques pourraient donc chercher à compléter leurs statistiques par des «histoires».

¹¹ L'Observateur de l'OCDE, n^{os} 246-247, décembre 2004-janvier 2005.

39. Dans ce contexte, il pourrait même être utile de constituer des partenariats public-privé mondiaux afin d'élaborer des outils qui permettent de visualiser plus facilement les tendances et les grandes lignes sous-jacentes des statistiques. L'exemple de l'OCDE et du Centre national d'analyse visuelle de l'Institut de recherche suédois est particulièrement intéressant à cet égard. Les médias peuvent également jouer un rôle plus important en diffusant ces «histoires» auprès du grand public.
